

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 41 (1994)
Heft: 11-12

Rubrik: Voix Suisse romande

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

E *dito romand*

En marge de la visite de Creys-Malville

Les cinquante-six personnes participant à la visite organisée par l'Association vaudoise de la protection des civils de Superphénix sont unanimes: chacun s'est félicité de la qualité et de la transparence de l'information donnée par la Centrale (voir reportage dans ce numéro). Pourtant, la majorité est ressortie avec les mêmes idées qu'en entrant. Il est vrai que les hautes technologies mises en œuvre dans cette centrale à neutrons rapides ne sont guère à la portée du grand public. Une des guides dont l'opinion personnelle a été sollicitée s'est montrée très nuancée: elle pense que les risques d'accidents sont limités, mais elle souhaiterait que cette centrale utilise la technologie de la sous-génération. Sur un autre plan, la volonté et la politique d'information ne sont guère critiquables en soi. La Nersa édite un trimestriel, «Les colonnes de Creys», fort bien documenté, à disposition d'ailleurs de chaque visiteur. L'EDF, de son côté, multiplie les brochures consacrées à l'énergie nucléaire. Quant au rapport d'enquête, il est à disposition du public dans les mairies, préfectures et sous-préfectures, en réponse d'ailleurs aux 5000 questions et avis ainsi qu'une pétition réunissant 24493 signatures émanant du public.

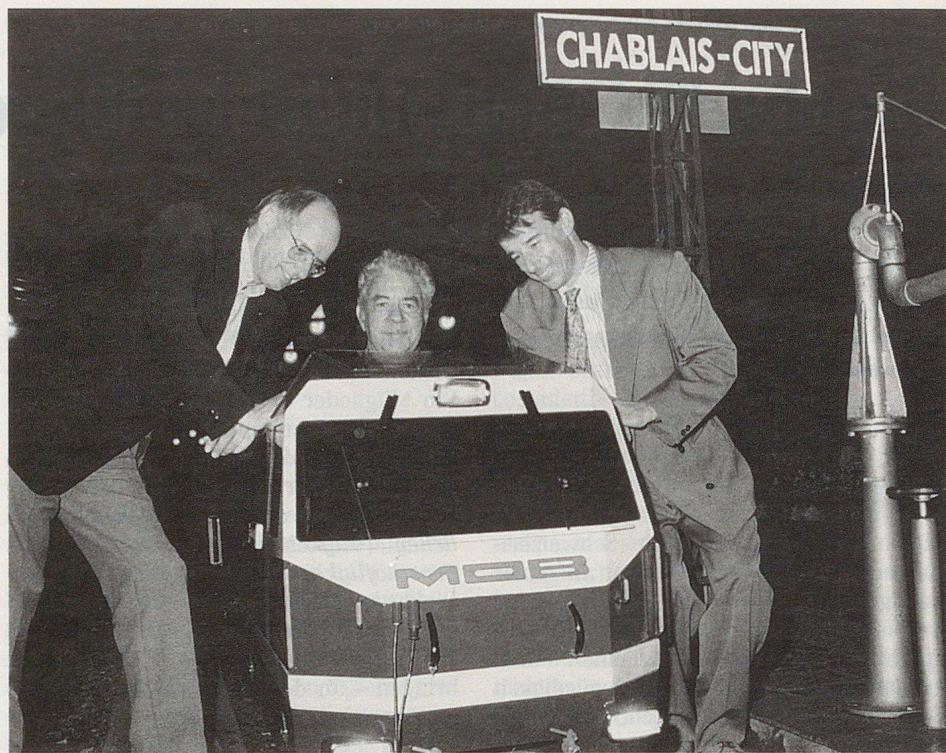
Si bien que toute cette information donne l'impression d'une bonne maîtrise de la technique, quant à l'organisation des secours on en parle un peu moins.

Avec le recul on ne peut s'empêcher de penser à une citation d'un scientifique américain, sauf erreur, qui déclarait quelque chose comme: «Pour voir quelque chose il faut de la lumière; pourtant, la lumière modifie les choses!»

Pour tous ceux que cela intéresse, il est plus qu'utile de consacrer quelques heures à une visite.

René Mathey

M. Mathey



PHOTOS: RM-INFO, PULLY

Réunis à Chablais-City, de gauche à droite: Emerich Venetz, USPC Haut-Valais, Raymond Ruchet, Daniel Comte, USPC Bas-Valais.

Un petit tour en train

L'USPC Valais à Port-Valais

L'USPC, section bas-valaisanne a tenu son assemblée au Bouveret sous la présidence de Daniel Comte. Parmi les personnalités présentes, relevons celles de Claude Roch, président de la commune de Port-Valais, Hildebert Heinzmann, sous-directeur de l'OFPC, Emerich Venetz, président de l'USPC Haut-Valais et Michel Landry, représentant l'Association vaudoise des cadres supérieurs, ainsi que Charly Délez et Jacques Devanthéry, membres d'honneur.

RENÉ MATHEY

Pour lancer son assemblée, Daniel Comte avait convié ses membres à une visite du Swiss Vapeur Parc, que beaucoup de personnes présentes ne connaissaient pas. S'agissait-il aussi d'un soutien implicite à la ligne du «Tonkin», menacée de disparition à plus ou moins long terme? On pouvait tout de même y voir un symbole.

Pour les connaisseurs, on peut voir évoluer la Pacific 01, une superbe Waldenburg

030, etc., sur 1500 m de voies à l'échelle de 5 et 7 pouces un quart.

C'est dans un parc de 12 000 m² amoureusement aménagé que plusieurs dizaines de locomotives à vapeur emmènent donc petits et grands, à travers un décor de plaines, lacs et viaducs. Rien n'y manque, même pas les passages à niveau, gares, tunnels et pentes, certes en miniature, mais parfaitement décorés. Entretenu de main de maître par des passionnés, il s'enrichira, la saison prochaine, d'un nouveau parcours encore plus attractif. De quoi passer plusieurs heures de rêve.

Ouvert du 1^{er} avril au 29 octobre, le Swiss Vapeur Parc accueillera les 16, 17 et 18 juin 1995 un festival international de la vapeur.

Une année bien remplie

Selon une tradition solidement établie, l'apéritif précède toujours l'assemblée, ce que les 35 membres présents savent apprécier.

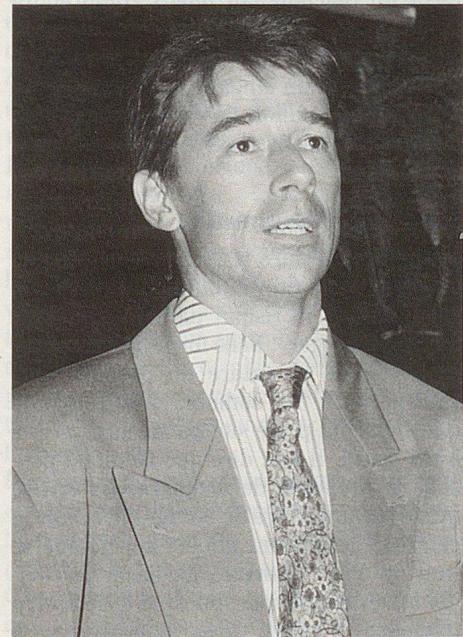
Dans son rapport annuel, Daniel Comte a souligné la bonne collaboration entre PCi et sapeurs-pompiers. Elle est d'autant plus importante que l'on aurait pu craindre quelques frictions, vite dissipées d'ailleurs, dès lors que les acteurs principaux se sont rendu compte que la majorité des malentendus provenaient de vocabulaires différents.

Quant à l'information, elle tient une place de choix. Depuis plus d'une année, la sec-



Le train de la réforme, de gauche à droite: Michel Carlen, centre instruction Grône, Hildebert Heinzmann, sous-directeur OFPC, Daniel Comte.

tion valaisanne travaille à la réalisation d'une cassette d'information sur la protection civile, sa structure et ses activités dans le canton. L'objectif de l'association était de toucher les chefs locaux et autres responsables, afin de leur donner un moyen didactique adapté au langage «médiatique» d'aujourd'hui. Remarquablement réalisée, compte tenu des faibles moyens à disposition, elle est en vente auprès du



Daniel Comte, président: «L'USPC, section bas-valaisanne et plusieurs communes s'associent à l'action Téléthon 1994».

secrétariat de l'association au prix de Fr. 30.—.

Pour terminer, Daniel Comte a annoncé la participation de l'Association et de plusieurs communes valaisannes à l'action Téléthon de décembre prochain.

L'Association est actuellement forte de 215 membres. Comme les autres sections de l'USPC elle a ressenti une légère diminution de ses effectifs. Seule femme au Comité, Anne-Françoise Duc quitte son poste après quatre ans; le souhait du Comité serait de trouver une remplaçante.

Une commune sceptique

Il est vrai que trouver Port-Valais relève d'une gageure. Il faut dire que c'est un lieu-dit, érigé en commune, regroupant Les Evouettes et le Bouveret. Pour Claude Roch, président de cette commune de 2300 habitants, la protection civile ne représentait pas le souci premier des autorités. Les abris et autres manifestations souterraines laissaient la population totalement indifférente, souligne Roch.

Cette image s'est pourtant modifiée, en tout cas aux yeux des autorités, depuis un glissement de terrain (10000 m³) qui a touché la commune. A cette occasion, la protection civile a montré son efficacité et sa capacité de collaboration avec tous les autres services de secours, ce qui a fait dire à Claude Roch: «Aujourd'hui, nous sommes fiers de l'organisation de la PCi de Port-Valais».

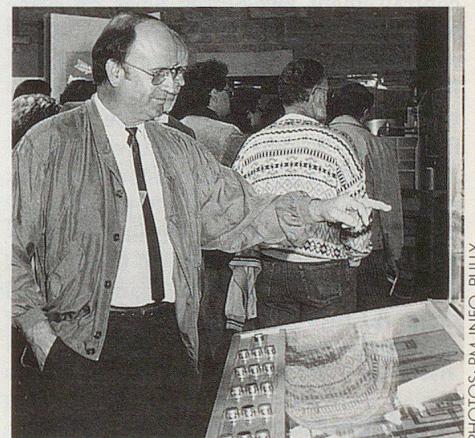
Superphénix

Creys-Malville en question

rm. L'Association vaudoise pour la protection des civils (AVPC) avait choisi, pour une première sortie, la centrale nucléaire de Creys-Malville. Rare privilège, les cinquante-six participants ont pu accéder et visiter le «bâtiment réacteur».

Construite dans le département de l'Isère, la centrale de Creys-Malville se trouve à 50 km à l'est de Lyon, sur la rive gauche du Rhône.

Peu après la sortie du village de Malville, on aperçoit au loin un bâtiment rond et gris, parsemé de jaune. Pas de hautes cheminées crachant des volutes de fumée blanche. Plus près encore, barbelés multiples, caméras et chemins de ronde font penser à un camp retranché, pour ne pas dire de concentration.



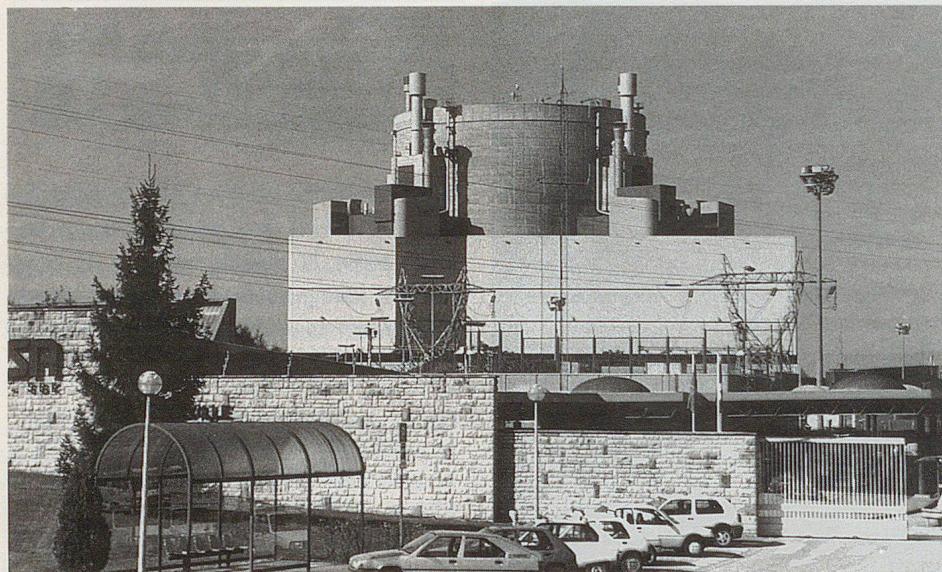
Michel Pilet, administrateur du CRIO devant la maquette de la centrale.

Curieusement, les conversations ont baissé d'un ton dans l'autocar. Superphénix, ça sonne bien, mais c'est plutôt lugubre.

La lourde et haute porte grillagée s'ouvre. Sourires, invitation à visiter une exposition (brève), explication du déroulement de la visite, et tout le monde prend place dans un auditorium. Pas trace de savants hirsutes ou débraillés. Bien au contraire, ce sont des femmes, dont la plupart sont universitaires ou scientifiques, formées à toutes les techniques de la communication. Un ballet bien réglé.

Réacteur à neutrons rapides

Cette centrale est un prototype industriel, réalisé par trois partenaires: la France (EDF 51%), l'Italie (ENEL 33%) et l'Alle-



L'entrée de Creys-Malville.

magne (SBK 16%), qui forment ensemble la Nersa.

Dans ce type de réacteur, les neutrons issus de la fission ne sont pas ralentis, contrairement aux autres types de réacteurs utilisant un modérateur (eau pressurisée comme à Gösgen). Selon les spécialistes, l'utilisation de neutrons rapides entraîne une plus forte densité de matière fissile dans le cœur (15% contre 3% dans les réacteurs à eau sous pression) d'où une puissance thermique dégagée plus importante. Il faut donc, pour extraire et transporter la chaleur du cœur, un fluide caloporteur efficace: un métal liquide, le sodium. A Creys-Malville, il y a 4900 tonnes de sodium!

Surgénérateur et sous-génération

On dit aussi qu'il s'agit d'un surgénérateur (il produit plus de plutonium qu'il n'en consomme – actuellement 25 kg de pluto-

nium par TWh [1 milliard de kWh]) dont le combustible est l'uranium appauvri, récupéré à partir de la fabrication du combustible des centrales nucléaires classiques. Il pourrait aussi, à en croire la documentation, fonctionner en sous-génération, à condition de changer le cœur (dans ce cas, il s'agirait d'ajouter du plutonium à l'uranium, ce qui conduirait à la consommation de 15 à 200 kg de plutonium par an), ce qui devrait être chose faite en 1998–1999. A titre de comparaison, la consommation annuelle d'uranium d'une centrale de 1200 MW est, pour un réacteur à eau pressurisée, de 194 tonnes et pour Superphénix de 1 tonne. Les spécialistes apprécieront ces différents chiffres.

Le chantier a démarré en décembre 1976 et le début de la réaction neutronique en chaîne le 7 septembre 1985; le 1^{er} couplage au réseau national date du 14 janvier 1986. L'énergie nette produite depuis est d'environ 4,3 milliards de kWh. La puis-

sance théorique à pleine charge est d'environ 1240 MW. Un rapide calcul montre que le prix du kWh est assez élevé. Enfin, ne s'agit-il pas d'un prototype?

Le coût total de l'investissement est de FF 27,5 milliards (17 pour la construction, 1 pour les annexes – piscine de stockage –, 2 pour les deux premières charges de combustible et 7,5 pour les frais financiers. Autre chiffre intéressant, les frais d'exploitation annuels s'élèvent à FF 1 milliard. Quant au personnel, il est de 600 salariés travaillant sur le site pour la Nersa auxquels s'ajoutent 650 personnes venant d'entreprises extérieures.

Une visite passionnante

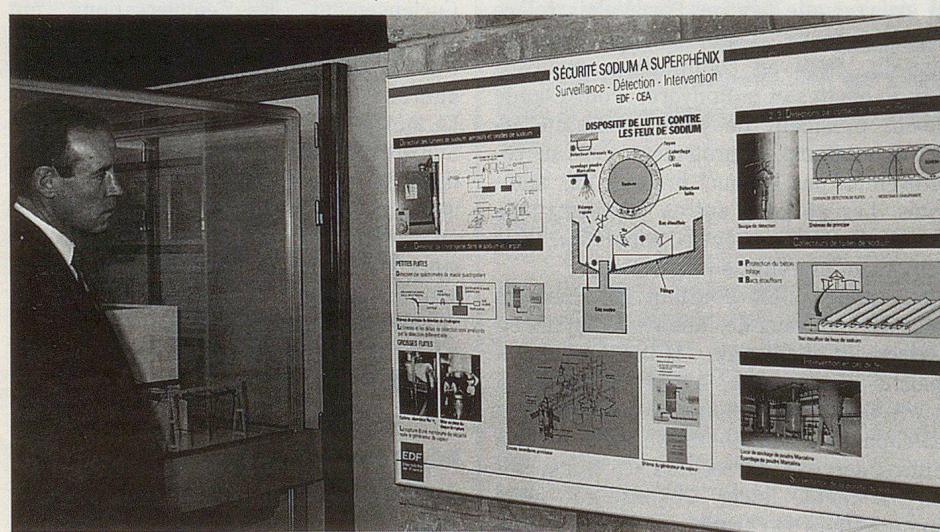
Tout au long de la visite, les participants ont pu se rendre compte que les mesures de sécurité sont importantes, voire draconiennes. Il n'est pas question de pénétrer sur le site ou dans un quelconque bâtiment sans un badge particulier. La sortie est également contrôlée. Chaque participant a dû, bien avant le voyage, décliner son identité et communiquer le numéro de son passeport. Peu avant le départ de la visite, on échange ses papiers d'identité contre un badge codé, ainsi qu'un système de communication permettant d'entendre les commentaires malgré le bruit régnant dans certains secteurs. L'accès au bâtiment réacteur nécessite des mesures particulières. Survêtements spéciaux, couvre-chaussures, bonnets et casques, signature d'une liste de contrôle sont obligatoires. Se retrouver à quelque 40 mètres de hauteur, juste au-dessus de la cuve contenant le cœur du réacteur fait mieux comprendre les mesures de sécurité.

Les guides sont de véritables encyclopédies, utilisant un langage tout à fait accessible à des profanes. Ils répondent à toutes les questions, sans esquives ni détours.

La sécurité en question

Comme l'a déclaré la responsable de l'information: «A Creys-Malville, on s'efforce de maîtriser le risque par la reconnaissance du danger». Belle formule ma foi.

Etant donné la nature du produit caloporteur, le sodium, beaucoup de questions ont porté sur les mesures prises à cet égard. Il faut dire que ce métal possède la propriété de demeurer à l'état liquide sur une plage de 98° à 883°. Dans la centrale, le sodium atteint une température de 545°. L'envers du décor est évidemment moins rose, puisque le sodium a tendance à réagir avec l'oxygène qu'il trouve. A température ordinaire il s'oxyde, mais à 250° il s'enflamme. Quant à la réaction sodium-eau, celle-ci libère de l'hydro-



Michel Buttin, chef du Service cantonal PCi, dubitatif.

gène, lequel réagissant avec l'oxygène pour reformer de l'eau, peut soit brûler, soit détoner.

Malgré les précautions prises (possibilité de vidange immédiate – on cite le chiffre de 300 tonnes en dix secondes – dans des bacs étouffoir) les 4900 tonnes de ce métal aux beaux reflets argentés font un peu froid dans le dos.

Dans un tout autre domaine, l'enjeu économique est important: en 1988, le 70% de la production française d'électricité était d'origine nucléaire (en Suisse 37%).

Alarme: un point faible?

On a aussi appris que dans le cas «haute-ment» improbable où un accident se produirait, deux plans d'intervention peuvent être mis en œuvre:

1. le plan d'urgence interne (PUI), propre à EDF, est déclenché dans la centrale elle-même. Il définit toutes les dispositions à prendre pour remettre les installations en état de sûreté, et pour limiter les conséquences de l'accident;

2. le plan particulier d'intervention (PPI), est un volet du plan ORSEC-RAD (plan catastrophe radiation), destiné à limiter l'exposition des populations aux rayonnements. Il règle l'organisation des secours, les contrôles à faire dans l'environnement, l'information du public. Il dépend du préfet.

Apparemment, la politique d'information est d'une grande transparence. Tant les visiteurs que les élus ou encore les habitants de la région sont tenus au courant très régulièrement de l'évolution technique et administrative, qu'il y ait incident ou non. D'un autre côté, il faut bien dire que cette information est entre les mains de la seule EDF. Les spécialistes internes sont donc seul juge d'une information, voire du déclenchement du PUI ou du PPI. En Suisse, tout incident déclenche une alarme automatique. Ceci n'est visiblement pas le cas à Creys-Malville. On pourrait donc en conclure que l'objectivité de l'information n'est pas garantie. On en veut pour preuve l'existence d'une convention d'information associée au PPI qui a été signée le 20 octobre 1993 entre les préfets de l'Isère et chaque directeur d'installations nucléaires du département, dont Creys-Malville.

Il reste donc des zones d'ombre qu'une enquête publique déclenchée pour obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploitation n'a pas forcément éclairci.

C'est peut-être là que se situe le malaise que les Genevois ressentent fortement et que, curieusement, les autres cantons et singulièrement les Vaudois ne semblent apparemment pas partager. □



PHOTOS: RM-INFO, PULLY

Présentation du RS 95, de gauche à droite: J.-F. Chouet, col EMG, Jean-Rodolphe Christen, cdt de corps, professeur Johannes Anderegg, père spirituel du RS.

Chaud et froid

Nouveau règlement de service

rm. La journée des médias du chef de l'instruction de l'armée s'est tenue à Morges. A cette occasion, Jean-Rodolphe Christen, commandant de corps, présentait le nouveau règlement de service et invitait la presse à participer à une journée de recrutement.

Organisée pour la troisième année, cette journée des médias a été placée par J.-R. Christen sous le signe du chaud et froid. En effet, tout en regrettant le non du peuple à des casques bleus helvétiques, le chef de l'instruction a indiqué que le fait que le conseiller fédéral Kaspar Villiger ait pris la décision de promouvoir le Groupement de l'instruction en Groupement des forces terrestres, renforçait l'importance de l'ins-

truction. Pour Christen, fini le temps du manque continual d'instructeurs puisque le nombre de ceux-ci devrait augmenter de 200 unités d'ici à l'an 2000.

Quant au froid, il prend tout d'abord la forme de l'état catastrophique des finances fédérales, qui augmente la pression sur le DMF, alors que celui-ci a déjà donné. Quant à l'initiative «pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix», elle est considérée par Jean-Rodolphe Christen comme une véritable guillotine. Selon lui, en cas d'acceptation par le peuple, la réforme armée 95 ne pourrait plus être concrétisée.

Enfin, Jean-Rodolphe Christen a annoncé qu'à l'issue de cette journée, le conscrit ayant obtenu le meilleur résultat en points sera récompensé par une tournée «d'inspection» d'une troupe en hélicoptère.

Le RS nouveau est arrivé

C'est au professeur Johannes Anderegg que revenait le soin de présenter le nouveau règlement de service, mouture armée 95.

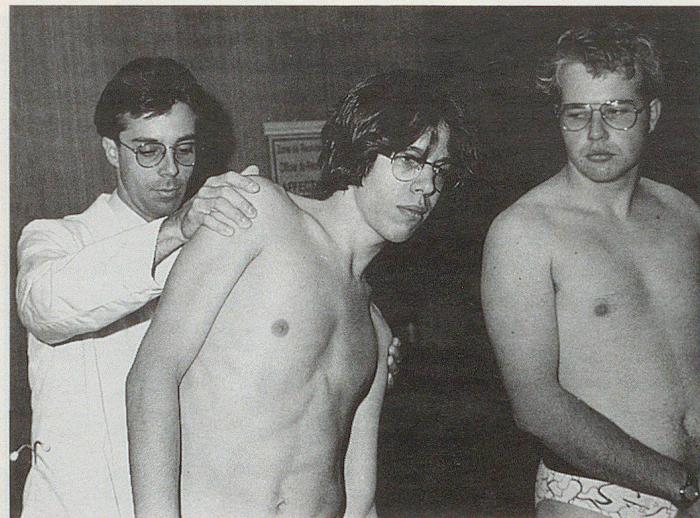
En tant que père spirituel, le professeur Anderegg a mis l'accent sur le fait qu'il s'agissait avant tout d'une charte qui indique par la forme et le fond que l'armée compte sur des citoyens majeurs dans les faits.

Même si le RS a un contenu plus restreint, il ne fait aucune concession au binôme ordre-obéissance. Le RS est maintenant accompagné d'un bréviaire. S'il n'a aucune valeur juridique selon Anderegg, il n'en constitue pas moins une sorte de manuel pour les devoirs hors service et pour la vie militaire de tous les jours.

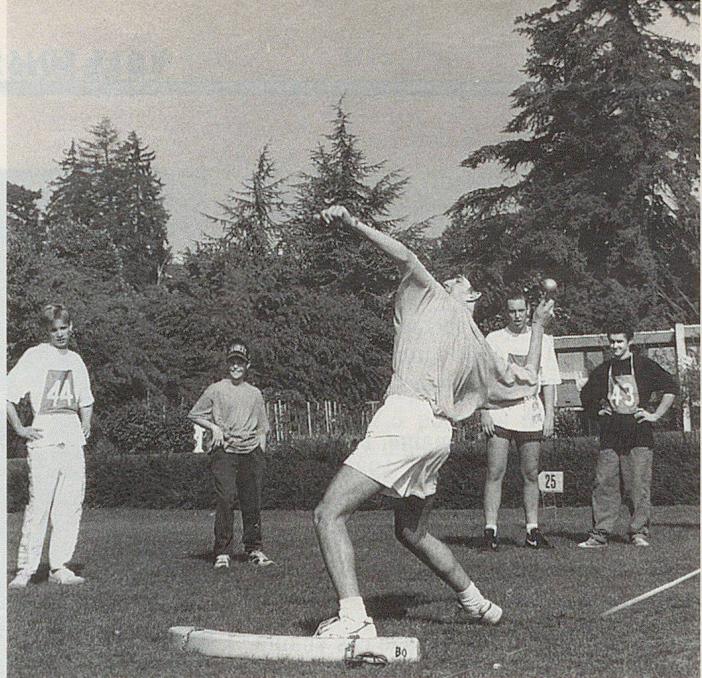
Pour sa présentation à la troupe, le RS et



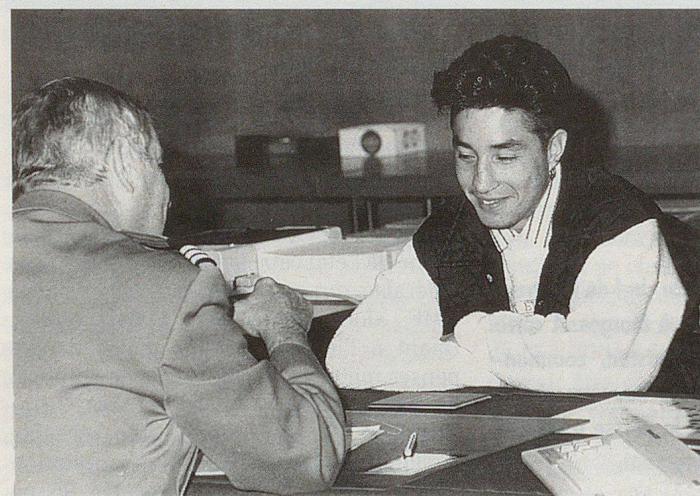
Le chef du recrutement, André Wyss, col EMG: «L'homme reste plus que jamais au centre de la discussion.»



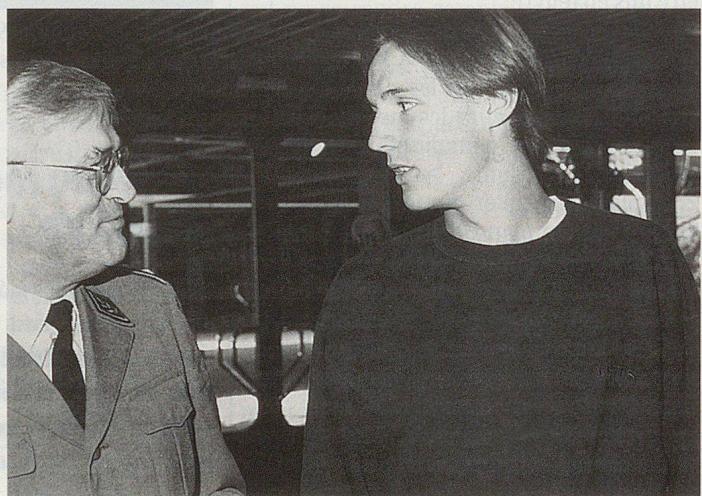
La visite médicale...



Le lancer: «Bon sang, où va-t-elle atterrir?»



Le col Combernon en discussion d'affectation avec M. Auberson.



Sébastien Bongard, vainqueur de la journée avec 425 points (max. 500) ira en hélicoptère...

son bréviaire s'accompagneront d'un film vidéo qui illustre les changements principaux.

Quelques changements significatifs

Le nouveau RS se veut plus explicite et plus transparent. On y voit même l'apparition du droit à l'information.

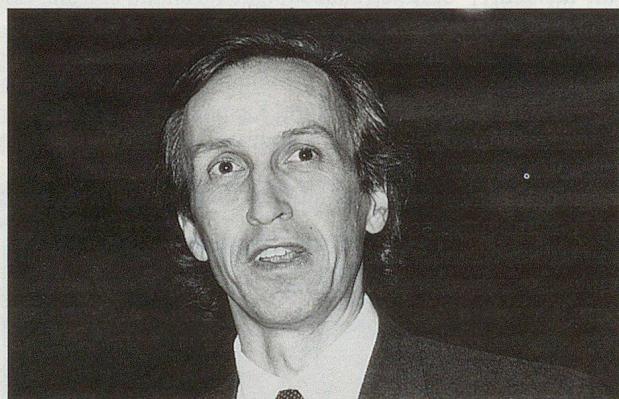
Les supérieurs ont maintenant l'obligation de parler dans la langue maternelle des subordonnés.

La protection de la sphère privée inclut désormais le respect des effets et bagages personnels des militaires.

Autre chapitre nouveau: la protection juridique comprend maintenant le droit de la plainte de service. Celle-ci peut s'exercer contre des ordres des supérieurs ou contre les autorités militaires.

Une journée de recrutement

Le colonel EMG André Wyss, chef du recrutement, expose les différences appor-



Philippe Bieler,
conseiller d'Etat et
directeur militaire cantonal:
«Il est réjouissant de constater l'esprit d'ouverture et le changement intervenu avec armée 95.»

tées par armée 95. Par exemple, le terme de conscrit s'applique aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Autre nouveauté, les hommes astreints qui n'auront pas été recrutés à la fin de leur 25^e année ne le seront plus (28 ans dans le passé).

À 1^{er} semestre 1994, 19076 conscrits ont été examinés; les 86,7% ont été reconnus aptes au service.

Cette journée aura permis de constater in situ qu'une véritable volonté de changement souffle sur notre armée, sans lui enlever le caractère qui lui est propre. L'homme est véritablement au centre et considéré en tant qu'être humain. C'est ce que beaucoup de citoyens demandaient. □